

L'application de la Loi

Les lois sont seulement des mots sur papier à moins qu'elles soient appuyées par des mesures d'application strictes. Lorsqu'on parle de violence des armes à feu, il est nécessaire d'utiliser une stratégie intégrée. On doit adresser la prévention primaire mais aussi s'assurer que les lois soient appliquées et appuyées par les tribunaux

La prévention primaire est critique

- Les membres se joignent aux gangs de rue lorsque l'environnement est propice. Les conditions où vivent plusieurs enfants dans les grandes villes telles Toronto sont épouvantables et plusieurs familles dans ces villes font face à des défis sérieux. Prévenir la violence des armes à feu dans le futur demande qu'on investisse dès maintenant.
- Tout comme avec le cancer, l'intervention précoce est la plus efficace. Aussitôt que le problème a émergé, il est beaucoup plus difficile de le «traiter».
- Le taux de décrochage au secondaire a atteint 30% à Toronto et est beaucoup plus élevé pour les jeunes hommes dans certains quartiers.
- Adresser les racines de la violence demande qu'on investisse à long terme dans les familles et les enfants en plus de faciliter des opportunités positives aux jeunes.
- La prévention primaire efficace est multisectorielle et inclut la participation fondamentale des services de santé, des écoles, des groupes confessionnels et des organismes communautaires.

Assurer la mise en oeuvre des lois existantes

- Vérifier attentivement les antécédents des propriétaires d'armes lors de demande de permis d'arme à feu réduit les chances que les gens qui posent un risque aient des armes à feu. Les vérifications continues permettent d'enlever les armes à feu de ceux qui posent une menace à eux-mêmes ou aux autres.
- Enregistrer les armes à feu augmente la responsabilité des propriétaires d'armes et réduit les chances que les armes légales se retrouvent sur le marché illégalement. L'enregistrement supporte aussi les officiers de l'ordre à prendre des actions préventives et à poursuivre la possession illégale. De nos jours, le système est utilisé 5000 fois par jours par les policiers. L'année dernière le système de délivrance des permis et d'enregistrement des armes a servi à produire 3 000 affidavits en vue de mener des poursuites judiciaires.
- Contrôler la vente de munition
- Appliquer les lois sur l'entreposage sécuritaire.
- Surveiller les collectionneurs d'armes et les commerçants.

Collecte et destruction d'armes non désirées, non utilisées ou illégales

La réduction des stocks d'armes à feu non désirées, non utilisées ou illégales est particulièrement importante. Les mécanismes potentiels incluent, par exemple, une amnistie aux utilisateurs d'armes et la collecte des armes non utilisées. Bien que les programmes volontaires de retour d'armes à feu ne permettent pas toujours de recueillir de grandes quantités d'armes, ils ont une fonction éducative.

Éducation collective

Assurer que tous les professionnels et la communauté comprennent les risques associés aux armes à feu ainsi que les opportunités d'intervention quand les risques sont très importants. Par exemple, les professionnels de la santé et les intervenants auprès des victimes de violence conjugales doivent questionner sur l'accès aux armes à feu lorsqu'ils interviennent auprès d'une victime de violence conjugale ou un jeune à risque. Les parents et les partenaires doivent reconnaître les risques et savoir qui appeler s'ils ont besoin d'aide. Les jeunes doivent être encouragés à rapporter les armes illégales. La campagne d'éducation publique du Projet Trident à Londres a résulté en une augmentation significative d'armes à feu rapportées à la police et une amélioration des taux d'accusation criminelles à la suite d'homicides.

Contrôles aux frontières

Depuis le 11 septembre on a beaucoup insisté sur le fait de réassurer les américains que les canadiens ne posaient pas une menace à leur sécurité. Nous devons être également concerné par la menace à la sécurité canadienne que pose les armes à feu américaines. Nous avons besoin de renforcer, plutôt qu'assoupir, les contrôles frontaliers. L'Association canadienne des policiers et l'Association canadienne des commissions de police ont demandé au gouvernement de considérer l'impact qu'aurait la libre circulation des biens et des personnes entre le Canada et les États-Unis sur la sécurité des canadiens. En plus, les discussions sur l'assouplissement des contrôles de la frontière a manqué à reconnaître que lorsqu'on facilite le mouvement des biens légaux on facilite aussi le trafic illégal. Il est à noter que 10% des armes à feu récupérées à la frontière sont transportées par des camionneurs. Des armes de poing facile à cacher peuvent être achetées pour 50\$ à 100\$ aux États-Unis et vendues ici pour 1000\$ ou plus. La plupart sont retracées à des États tels l'Ohio ou la Floride où les contrôles sur les armes sont souples. Des rapports récents ont indiqués que les Américains qui apportent des armes au Canada peuvent être simplement détenus jusqu'à ce qu'ils paient l'amende de 500\$. Souvent les individus reçoivent des charges sous la Loi sur les douanes canadienne plutôt que sous le Code Criminel lorsque les armes à feu entrent au Canada illégalement. Clairement, la contrebande d'armes à feu doit être traitée plus sérieusement.

Leadership communautaire pour traiter du problème des armes à feu

Il est important que les leaders de la communauté évitent les politiques basés sur les grands titres lorsqu'ils répondent à des tragédies. Les communautés devraient être encouragées à travailler ensemble pour adresser les problèmes. Au cours des dernières années il y a eu plusieurs événements fortement médiatisés où ceux à qui on faisait confiance pour traiter du problème des armes à feu dans la communauté n'ont pas donné un bon modèle dans l'utilisation de leurs propres armes. Il est critique que les leaders ne confondent pas leurs intérêts personnels avec leurs responsabilités professionnelles.

Prioriser le modèle de police communautaire

L'information est au coeur de l'activité policière. Elle s'avère essentielle au travail des policiers pour réduire les risques, identifier les détenteurs illégaux et leur porter des accusations de possession illégale d'arme et, enfin, pour tenter des poursuites judiciaires efficaces. Créer des liens entre les policiers et la communauté est essentielle pour améliorer le sentiment de sécurité et de coopération. Il n'y a pas de solution modèle, toutes les stratégies doivent être développées et mises en oeuvre en relation avec le contexte local.

Un exemple relevant est celui des fusillades à Toronto qui sont particulièrement complexes en raison du manque de confiance dans certaines communautés. Une meilleure coopération aiderait les policiers dans leurs investigations et entraîneraient plus d'arrestations. Par exemple, un résident de Toronto a prêté son vélo à un officier de police afin qu'il arrête deux hommes. Les suspects ont été arrêtés et on a trouvé une arme de poing semi-automatique de 9 mm dans leur voiture. Les policiers s'attendent à recevoir ce genre d'aide de la communauté afin de maîtriser la violence des armes à feu.

Interventions policières ciblées

De nombreux faits prouvent que les interventions policières ciblées sont concluantes dans les quartiers fortement criminalisés. L'identification de zones problématiques et la hausse du nombre de patrouilles policières ont créé un meilleur sentiment de sécurité et favorisé la suppression du crime dans ces quartiers. Dans certaines juridictions, la mise en place d'équipes policières spécialisées a également produit des résultats.

Outils de prévention, d'enquête et de poursuite

L'accès en temps réel à des renseignements sur les détenteurs d'armes à feu s'avère essentiel au travail des policiers pour réduire les risques, identifier les détenteurs illégaux et leur porter des accusations de possession illégale d'arme et, enfin, pour tenter des poursuites judiciaires efficaces. Lorsque l'ancien système était en place, seulement le tiers des détenteurs d'arme

possédait un certificat et seules les armes de poing étaient enregistrées. L'accès au système se faisait par téléphone et pendant les heures d'affaires. Aujourd'hui, l'accès se fait par Internet et ce système est intégré au CIPC. Plus de 90 % des détenteurs d'armes ont un permis en règle et 85% des armes légales sont enregistrées. À l'heure actuelle, le système de délivrance des permis et d'enregistrement des armes fait l'objet de recherches plus de 5 000 fois par jour.

Plusieurs centaines d'affidavits basées sur l'information dans le système ont été utilisées pour tenter des poursuites sur les crimes commis avec des armes à feu au cours des deux dernières années. Il s'agit d'une augmentation de volume significative de l'ancien système. De plus, en 2004, il y avait 34 140 ordonnances d'interdiction de posséder des armes à feu émises par la cour.

Le système a été utilisé pour prévenir le crime et le trafic illégal des armes à feu

Parmi les exemples de la façon dont les policiers se sont servis du système pour résoudre et prévenir le crime, citons à Winnipeg, une arme à feu prohibée a été saisie et le registre a montré qu'elle était enregistrée au nom d'un collectionneur d'armes de la région. Par conséquent, on a émis des mandats de perquisition. Après avoir examiné près de 400 armes à feu faisant partie de la collection, la police a découvert cinq armes de poing non enregistrées et une série d'armes prohibées incluant des lance-roquettes et des grenades actives. Des accusations ont été portées et l'affaire est devant les tribunaux. À Toronto, en mai 2000, le registre a permis d'enclencher une enquête sur un réseau de contrebande vaste et sophistiqué. Les quelque 23 000 armes et leurs composantes saisies étaient vraisemblablement destinées au marché illicite.

Une équipe québécoise d'enquête sur les homicides a surveillé puis arrêté un suspect pour le meurtre d'un officier de police. Après enquête, elle a saisi une arme à feu qui, selon l'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes (ENSALA) de la GRC, provenait du Tennessee. L'arme appartenait à un chauffeur de camion ayant beaucoup voyagé au Canada et qui apportait habituellement de nombreuses armes en vue de les vendre ici.

Consolidation des efforts coopératifs d'application de la Loi

Les efforts de consolidation ciblés et les projets coordonnés tels que ceux de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes (ENSALA) de la GRC sont essentiels pour retracer et poursuivre les trafiquants d'armes. Ils nécessitent l'intervention de représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et municipaux travaillant dans chaque province et la collaboration des collaborateurs américains s'intéressant aux armes illégales, notamment les douanes américaines et le Bureau américain de l'alcool, du tabac et des armes à feu (ATF). En Ontario, l'unité provinciale d'armes assume une fonction similaire. Les activités de renseignement ciblées menant à l'identification des zones problématiques, au dépistage des circuits, aux suivis d'enquêtes et aux poursuites judiciaires, sont indispensables pour arrêter le trafic d'armes. Cette province a récemment mis en place une nouvelle approche d'arrimage des procureurs spécialisés et de la police pour traiter le problème particulier des gangs et des armes.

ENSALA accentue aussi l'importance de former TOUS les agents de police sur les risques associés aux armes à feu, l'importance de vérifier la présence des armes à feu (incluant sonder le registre et faire des entrevues), les moyens pour enlever les armes de situations à risque, et l'importance de cueillir des données investigatrices comme en demandant couramment «Où vous êtes-vous procuré cette arme?»

Formation des procureurs et sensibilisation des juges

Il importe que les procureurs soient au courant de toute la diversité des infractions possibles et de la pertinence des peines imposées. Bien souvent, on ne peut prendre de procédures dans les cas, notamment, de mauvais entreposage des armes. Des sentences minimales sont souvent négociées pour réduire le chef d'accusation, minant ainsi la force de la loi. L'application adéquate des ordonnances d'interdiction et leur exécution immédiate dans les cas de possession légale d'armes sont particulièrement importantes, surtout en présence de problèmes de violence conjugale.

Réformes judiciaires

L'imposition de peines adéquates – ordres d'interdiction, imposition de peines obligatoires aux effets dissuasifs et autres – peut avoir des répercussions importantes. En général, la certitude d'être puni a un effet dissuasif plus fort que la gravité de la peine. La loi canadienne de 1995 inclut des peines obligatoires de quatre ans pour divers crimes commis avec une arme à feu. Certains corps policiers sont déçus de l'application de la loi et demandent un examen des pratiques actuelles de détermination des peines avant d'amender les lois et les sentences, y compris les effets de la négociation des sentences. Parallèlement, il faut étudier les effets des sentences prolongées et des tribunaux spéciaux. Par exemple, le projet Exile de Richmond, en Virginie, qui faisait intervenir des tribunaux fédéraux spéciaux traitant des affaires de crimes par armes, n'a pas produit les résultats escomptés. En général, la certitude d'être condamné (soit la probabilité d'être pris sur le fait) a un effet plus dissuasif que la durée des sentences.